

L'arrivée des réfugiés en Allemagne depuis 2015 : un choc de demande positif à court terme et un choc d'offre positif à moyen terme

En Allemagne, le solde migratoire compense le solde naturel négatif depuis 2010 et s'est fortement élevé depuis 2015

Le solde migratoire allemand a fortement augmenté depuis 2010, permettant une hausse de la population totale. Entre 2010 et 2014, il s'agit principalement de migrants venant d'Europe de l'Est (essentiellement de Pologne et de Roumanie), mais aussi d'Europe de l'Ouest (Italie et Espagne notamment) : en moyenne sur ces années, le solde migratoire s'établit à 300 000 personnes par an. En 2015 et 2016, les entrées sur le territoire allemand accélèrent avec la politique d'accueil des réfugiés : le solde migratoire s'établit à 1,1 million de personnes en 2015 d'après Destatis (cf. *éclairage de la Note de conjoncture de décembre 2015*), et à près de 800 000 en 2016. Cet afflux supplémentaire par rapport à la tendance 2010-2014, d'environ 1,3 million de personnes sur deux ans, provient majoritairement de pays en guerre, en premier lieu la Syrie. Au total, la population allemande a crû de 1,8 % entre 2014 et 2016 : une telle hausse en deux ans n'avait jamais été observée dans l'histoire de la République fédérale depuis la réunification.

L'Allemagne compense ainsi son solde naturel négatif par le solde migratoire. Elle connaît une croissance de sa population supérieure à celle de la France à partir de 2013, et ce pour la première fois depuis 1995 (*graphique 1*). Toutefois, les entrées sur le territoire reculent selon l'Office fédéral pour l'immigration et les

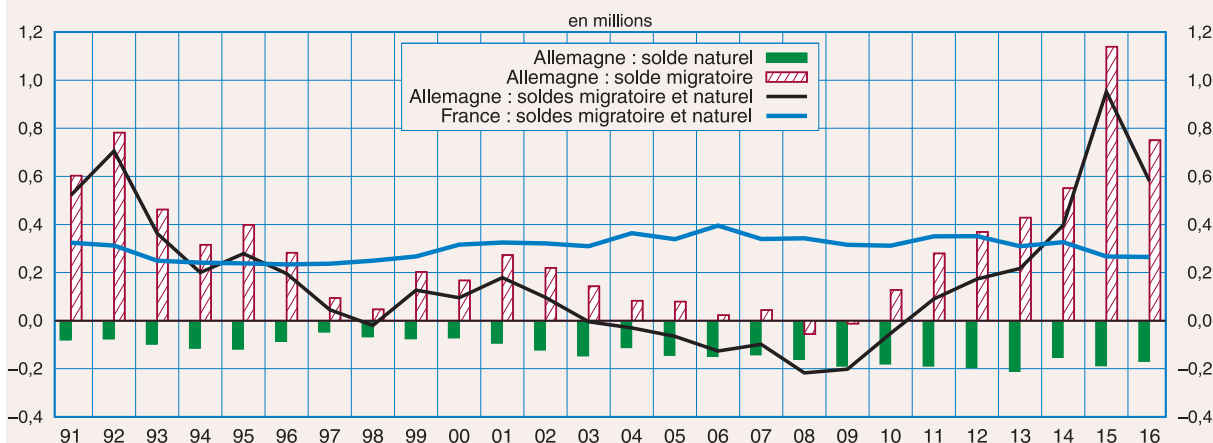
réfugiés (BAMF) et le solde migratoire tendrait donc à revenir progressivement à un niveau plus bas mais toujours très positif.

À court terme, cette arrivée a stimulé l'activité via un surcroît de consommation publique et de construction

Pour répondre à cet afflux massif, le gouvernement allemand a augmenté ses dépenses dès 2016 : le surcroît de dépenses publiques liées aux réfugiés a été chiffré à environ 18 milliards d'euros par an par le ministère des finances¹ (soit 0,6 % du PIB) pour leur accueil et l'aide à leur intégration. Cela s'est traduit en comptabilité nationale par une forte accélération non seulement de la consommation publique qui a connu sa plus forte hausse depuis 1992, juste après la réunification (+3,7 %, *graphique 2*), mais aussi des prestations aux ménages qui ont augmenté de 3,1 % en 2016 et de 3,7 % en 2017 en prévision, participant à la reprise de la consommation privée. En 2017, cet effet s'estompe déjà et la consommation publique ralentirait à +1,1 %. Par ailleurs, l'arrivée des réfugiés a participé au redémarrage de la construction en Allemagne (+2,5 % en 2016 puis +4,3 % en 2017 après -2,0 % en 2015), via par exemple le dynamisme des mises en chantier de foyers collectifs (*graphique 3*).

1. Cf. « Bund kalkuliert bis 2020 mit rund 94 Milliarden Euro Kosten », *Der Spiegel*, mai 2016.

1 - Comparaison des soldes migratoire et naturel entre l'Allemagne et la France



Sources : Destatis et Insee

À moyen terme, l'intégration des réfugiés sur le marché du travail constitue un choc d'offre favorable car elle permet d'augmenter la population active

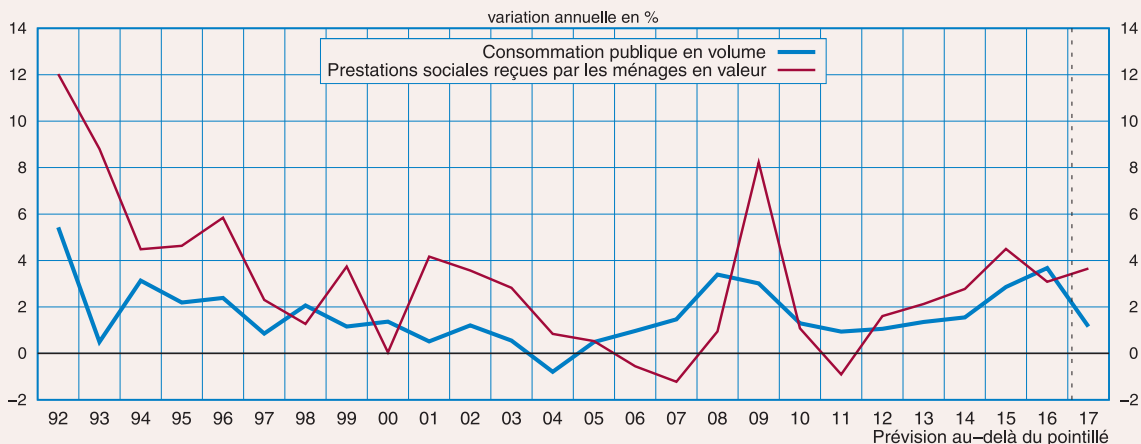
D'après l'enquête LFS² publiée par Eurostat, l'arrivée des étrangers explique la quasi-totalité de la hausse de la population active allemande depuis 2011. La contribution de la population active étrangère à cette hausse était, en moyenne, de +0,4 point par an de 2011 à 2014 et elle a soudainement accéléré à +0,7 point en 2015 et +1,1 point en 2016, confirmant l'intégration progressive des réfugiés sur le marché du travail. Cela représente une hausse annuelle moyenne de 8,8 % de la population active étrangère entre 2014 et 2016, après +5,2 % entre 2011 et 2014 (graphique 4). Cependant, une partie seulement des réfugiés est à ce stade entrée sur le marché du travail : la population inactive étrangère a ainsi augmenté plus vite que la population active

étrangère : +12,3 % par an en moyenne entre 2014 et 2016, contre +3,8 % par an seulement entre 2011 et 2014.

Au total, selon la même source, la population étrangère âgée de 15 à 64 ans a augmenté entre le premier trimestre 2015 et le deuxième trimestre 2017 de 1,2 million (tableau 1), dont environ 710 000 actifs et 530 000 inactifs. L'accroissement de la population active étrangère provient très majoritairement de personnes en emploi, le nombre de chômeurs restant très faible. Ainsi, l'arrivée des réfugiés en Allemagne a fait augmenter la population active sans augmenter le taux de chômage. Si l'on compare ces chiffres à ceux de la période 2011-2014, afin d'identifier l'effet spécifique de l'arrivée des réfugiés et en supposant que les flux des autres types de migrants sont restés constants, on peut en déduire qu'une large part des réfugiés de 15 à 64 ans arrivés depuis 2015 est entrée en inactivité (environ 410 000 inactifs mi-2017) et que seulement 250 000 environ sont entrés sur le marché du travail mi-2017. Ces migrants sont principalement des hommes en âge de travailler : la population inactive constitue un vivier potentiel de futurs salariés. L'enquête LFS ne permet pas d'identifier précisément les personnes venant des pays en guerre, à l'inverse des données de l'Agence fédérale du travail (BA), qui distinguent au sein de la population étrangère les

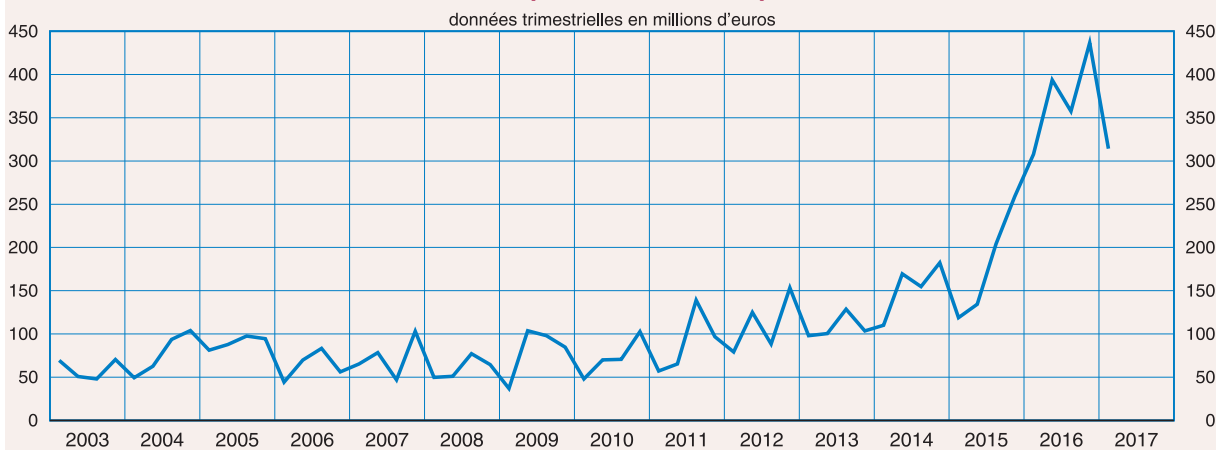
2. Labour Force Survey : enquête Emploi auprès des ménages pour les pays européens. Cette enquête détaille l'activité pour les nationaux et pour les étrangers. L'enquête LFS répond aux définitions du BIT, pour lesquelles une personne active est considérée comme en emploi dès qu'elle effectue au moins heure de travail par semaine. Cependant, même si en tendance l'enquête LFS est proche de la série des comptes allemands, elle est beaucoup plus volatile.

2 - Consommation publique et prestations sociales en variation annuelle



Source : Destatis

3 - Coûts estimés liés aux nouveaux permis de construire pour les résidences hôtelières



Source : Destatis

Développements internationaux

réfugiés venant des pays en guerre (Afghanistan, Érythrée, Irak, Iran, Nigeria, Pakistan, Somalie, Syrie) des autres étrangers.

En revanche, les données de la BA ne sont pas alignées sur le concept du BIT et ne peuvent donc pas être parfaitement reliées à l'évolution de la population active et de l'emploi des comptes nationaux. Le taux de chômage en concept national est ainsi de 5,6 % selon la BA contre 3,4 % au sens du BIT. La BA recense également les personnes en recherche d'emploi, deux fois plus nombreuses que les chômeurs.

En arrivant sur le sol allemand, les réfugiés en âge de travailler perçoivent une allocation sociale de base d'au moins 350 €³ (mi-2017, au moins 1,5 million de personnes en bénéficiaient) mais ne sont pas tous immédiatement disponibles pour prendre un emploi : ils sont donc majoritairement considérés comme inactifs. Des formations, notamment à l'allemand, sont organisées et des *mini-jobs*, créés spécifiquement pour leur intégration, peuvent leur être proposés. Ainsi,

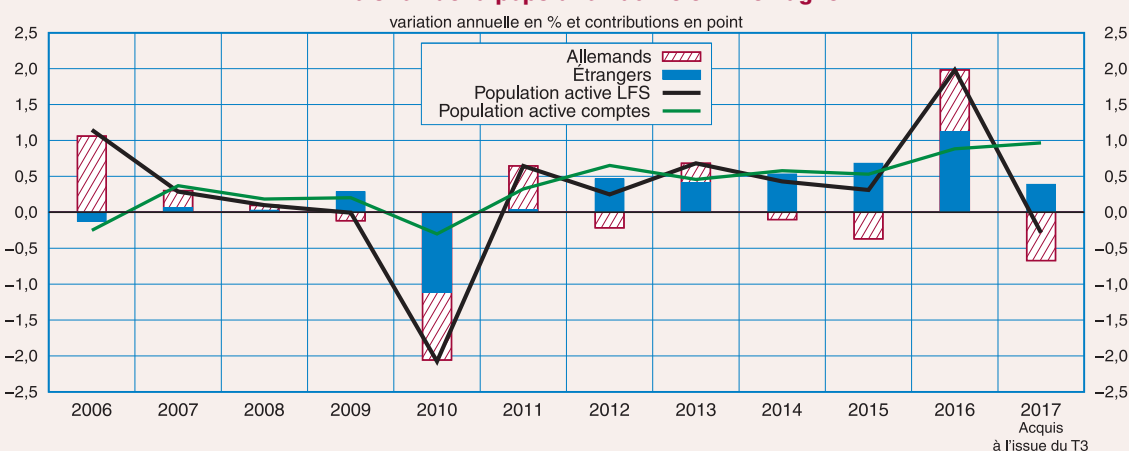
3. Les personnes aptes au travail, âgées de 15 ans jusqu'à l'âge de la retraite normale fixée légalement, résidant habituellement en Allemagne et ayant besoin d'aide ont droit à l'allocation sociale de base (ou l'allocation chômage II, *Grundsicherung*). Le montant est modulé selon la composition familiale.

l'intégration dans la population active allemande se fait très progressivement.

Les données de la BA mettent en lumière des trajectoires diverses selon l'origine des étrangers : les réfugiés en âge de travailler sont aujourd'hui très majoritairement en recherche d'emploi ou en sous-activité au sens de la BA, alors que les étrangers non réfugiés entrés sur la période 2015-2017 sont majoritairement des salariés soumis aux cotisations sociales (*tableau 2*). Ainsi, depuis 2015, l'intégration des étrangers non réfugiés s'est poursuivie comme précédemment tandis que les réfugiés restaient encore très majoritairement en lisière du marché du travail allemand.

Cependant, bien que lente, leur intégration est en cours : le nombre de réfugiés qui sont salariés soumis aux cotisations sociales est passé de 70 000 début 2015 à environ 160 000 mi-2017. Par ailleurs, environ 350 000 réfugiés entrés sur le territoire depuis 2015 sont en sous-activité et se sont donc insérés sous des formes précaires (principalement *via* des *mini-jobs*). Bien qu'ils soient pour partie déjà comptabilisés comme actifs, ils peuvent donc accroître dans les mois à venir leur offre de travail. Enfin, les personnes venant de pays en guerre en recherche d'emploi (mais majoritairement inactives au sens du BIT) se sont accrues de 390 000.

4 - Évolution de la population active en Allemagne



Note : La série d'emploi issue des enquêtes LFS auprès des ménages est plus volatile que celle des comptes issue des sources administratives auprès des entreprises. Néanmoins, la tendance des sept dernières années est comparable selon les deux sources. Le chômage des comptes nationaux est celui de la LFS : l'écart de mesure entre l'emploi issu de la LFS et celui des comptes nationaux se traduit par un écart de population active.

Sources : Destatis

Tableau 1 - Ventilation de la variation de la population étrangère entre 15 et 64 ans en Allemagne (LFS)
en milliers de personnes

	Variations entre T4 2014 et T1 2011 (1)	Variations entre T2 2017 et T1 2015 (2)	Hausse à la période 2 (10 trimestres) par rapport à la période 1 (16 trimestres) (2)-(1)*10/16
Population étrangère	929	1 240	659
Population active	745	713	247
en emploi	778	709	222
chômeurs au sens du BIT	-33	4	25
Population inactive	184	527	412

Source : Destatis

Au total, selon que l'on prenne les données de la LFS ou de la BA, environ 400 000 personnes devraient s'intégrer progressivement à la population active allemande. Le gouvernement allemand est relativement optimiste quant à l'obtention d'un emploi pour une majorité de réfugiés d'ici cinq ans⁴. Sous l'hypothèse de l'intégration de 400 000 réfugiés sur le marché du travail en 4 ans à raison de 100 000 par an d'ici 2021, les réfugiés contribueraient en moyenne à hauteur de 0,2 à 0,3 point à la croissance annuelle de la population active. Sachant que les migrants des autres pays (notamment Europe de l'Est) y contribuent

4. Cf. « Bund kalkuliert bis 2020 mit rund 94 Milliarden Euro Kosten », *Der Spiegel*, mai 2016

déjà depuis 2010 à hauteur de +0,5 point, la population active allemande continuerait d'augmenter au rythme d'environ 0,8 % par an, uniquement du fait de l'immigration.

Cette intégration est rendue possible par le contexte très favorable du marché du travail allemand : le taux de chômage au sens du BIT atteint 3,4 %, au plus bas depuis la réunification, et les entreprises interrogées dans les enquêtes de conjoncture n'ont jamais été aussi nombreuses à signaler des difficultés de recrutement (*graphique fiche Allemagne*). L'arrivée des réfugiés constitue ainsi un choc d'offre positif pour l'économie allemande alors que les contraintes sur l'offre y sont précisément très élevées. ■

Tableau 2 - Ventilation de la population selon la situation relative à l'emploi, au sens de l'Agence fédérale de l'emploi
en milliers de personnes

	Variations entre juin 2017 et janvier 2015	Niveau en juin 2017
Ayant droit à une couverture minimale (Grundsicherung)	282	10 527
Dont étrangers	1 131	3 488
Dont réfugiés	1 156	1 512
Dont étrangers hors réfugiés	-25	1 976
Dont allemands	-867	6 981
Chercheurs d'emploi (Arbeitsuchende)	-298	4 706
Dont étrangers	389	1 393
Dont réfugiés	394	508
Dont étrangers hors réfugiés	-4	885
Dont allemands	-696	3 298
Soumis aux cotisations sociales (Sozialversicherungspflichtige Beschäftigte)	1 905	32 180
Dont étrangers	855	3 486
Dont réfugiés	86	157
Dont étrangers hors réfugiés	769	3 330
Dont allemands	1 049	28 694
En sous-activité (Unterbeschäftigung)	-336	3 482
Dont étrangers	311	1 050
Dont réfugiés	345	437
Dont étrangers hors réfugiés	-34	613
Dont allemands	-655	2 418

Source : Agence fédérale de l'emploi (BA)